COMMANDE PUBLIQUE
Autres types de contrat

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 035-213501265-20260629-CNE26_171-DE

GUICHEN PONTRÉAN

DÉCISION n° 26-171 du 29/06/2026

portant passation d'un contrat d'assurance dommages ouvrages pour les travaux de réhabilitation et d'extension de l'accueil de loisirs « Ile ô Mômes »

La Maire de GUICHEN,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 26-091 en date du 7 avril 2026, portant délégation à la Maire ou en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière au 1er, 2ème, 3ème ou 4ème Adjoint, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, alinéa 4, notamment de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur au seuils européens de procédure formalisée des marchés de fournitures et de services, ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant total initial supérieur à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la réalisation des travaux de réhabilitation et d'extension de l'accueil de loisirs « Ile ô Mômes »,

Considérant la nécessité de contracter une assurance dommages ouvrages pour ces travaux,

Considérant la consultation lancée auprès de trois prestataires,

Considérant l'offre reçue et l'analyse de cette offre,

DÉCIDE

Article premier : Il est passé un contrat d'assurance dommages ouvrages pour les travaux de réhabilitation et d'extension de l'accueil de loisirs « Ile ô Mômes » avec la compagnie KERJAM COURTAGE, moyennant une prime de 18 186,95 € TTC.

Article 2 : Le présent contrat sera signé par l'adjoint aux finances et aux marchés publics.

Article 3 : La présente décision sera retranscrite sur le registre des délibérations du Conseil municipal.

La Maire,

Michèle MOTTE

MAIRIE DE GUICHEN
35 ILLE-ET-VILAINE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 035-213501265-20260629-CNE26_171-DE

CET ACTE PEUT ÊTRE CONTESTÉ	
Les voies de recours	Les délais
Devant le Maire *. Le recours gracieux*	Si le *recours gracieux* est présenté dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte, le demandeur dispose, à partir du refus, express ou tacite, d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux devant le Tribunal Administratif.
Devant le Tribunal Administratif *. Le recours contentieux*	Le *recours contentieux* doit être présenté dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte par voie postale ou par l'application Télérecours accessible par le site www.telerecours.fr .